Nations Unies E/CN.6/2019/NGO/139

Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2018
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme
Soixante-troisième session
11-22 mars 2019
Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle »

Déclaration présentée par Family Educational Services Foundation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

Merci de recycler

Déclaration

Le thème prioritaire intitulé « les systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et les infrastructures durables au service de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles » et le thème de l'évaluation intitulé « autonomisation des femmes et lien avec le développement durable (conclusions concertées de la soixantième session) » retenus pour la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme revêtent une signification profonde pour la société civile au Pakistan. Trois ans après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et un an avant l'examen et l'évaluation à 25 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, la Family Educational Services Foundation observe que des mesures positives ont été prises par le Pakistan pour inclure les femmes dans le cadre et les discours relatifs au développement, la société civile et le Gouvernement continuant de se concerter et de coopérer sur des projets spécifiques.

La société civile et le Gouvernement pakistanais reconnaissent le droit à la sécurité sociale, consacré par plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), la Convention relative aux droits de l'enfant (1989), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965), la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990) et la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2006), dont les dispositions cadrent avec les obligations en matière de droits de l'homme inscrites dans la Constitution du Pakistan.

Nous exhortons les États Membres de l'ONU à reconnaître que la protection sociale est un investissement qui joue un rôle clef dans la réduction de la pauvreté et le renforcement de la croissance en créant un effet stimulateur de croissance (création d'actifs comme les travaux publics, les programmes scolaires, etc.). La protection sociale a également des effets multiplicateurs de revenu et d'emploi se traduisant à terme par de la croissance, un effet de réduction de la pauvreté permettant d'accroître directement le revenu et la consommation des pauvres en les sortant de la pauvreté grâce à des transferts redistributifs, ainsi que des effets de promotion de l'équité permettant de corriger les écarts de pouvoir entre les individus et les groupes pour favoriser une croissance économique inclusive (salaire minimum, accès des femmes aux terres, etc.).

Toujours dans le cadre de ces activités, la Family Educational Services Foundation a ouvert une nouvelle école « Deaf Reach School » destinée aux sourds à Sukkur (Pakistan) pour contribuer à offrir à encore plus d'étudiants des possibilités d'accès à l'éducation. Grâce à son programme APF Fellows Program, l'American Pakistan Foundation, notre partenaire de collaboration des Nations Unies, permet à des Pakistanais et à d'autres Américains de soutenir le développement rural du Pakistan en travaillant en collaboration avec le programme National Rural Support Programme (NRSP). Ce programme repose sur une collaboration associant plus de deux millions de ménages ruraux, 150 000 organisations communautaires et 500 organismes d'appui local dans l'Azad Cachemire à Penjab, à Sindh et dans le Baloutchistan.

Nous appelons l'attention des États Membres de l'ONU sur le fait que les problèmes de développement social que sont l'inégalité, l'exclusion, le chômage et la faible productivité continuent de peser sur les économies des pays comme le Pakistan.

Conformément aux conclusions concertées adoptées à la soixantième session de la Commission de la condition de la femme, nous exhortons les États Membres à s'attacher à la promotion et au respect du droit des filles et des garçons à l'éducation tout au long de leur vie, en particulier ceux et celles qui sont les plus marginalisés, en offrant une éducation de qualité, afin de veiller à ce que cette éducation soit inclusive, respectueuse de l'égalité des sexes et non discriminatoire, de multiplier les possibilités d'apprentissage pour tous, de garantir l'achèvement des cycles primaire et secondaire et d'éliminer les inégalités entre les sexes dans l'accès à tous les domaines de l'éducation, d'encourager l'acquisition de connaissances dans le domaine financier et l'égalité d'accès des personnes handicapées à tous les niveaux de l'éducation et de la formation.

Nous saluons le travail mené sur le terrain par la société civile pour garantir une éducation et une protection sociale de qualité aux couches les plus vulnérables de la société pakistanaise. En septembre 2018, la Family Educational Services Foundation s'est vue décerner le prix du Sommet mondial de l'innovation pour l'éducation à New York pour les stratégies novatrices qu'elle a mises en place pour traiter des problèmes touchant à l'éducation, sa contribution positive le caractère transposable et adaptable de son action, et le pilotage de projets sur le handicap qui contribuent à apporter un véritable changement dans les sociétés et dans les communautés grâce ses ressources croissantes de compétences et ses bonnes pratiques en matière d'éducation. La Family Educational Services Foundation, dont les activités bénéficient à plus de 50 000 enfants vulnérables dans tout le Pakistan, croit en l'utilisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et du cadre du Sommet mondial sur la société de l'information pour tirer parti des technologies de l'information et des communications afin de remédier au manque criant d'éducation de qualité pour les enfants marginalisés au Pakistan, en se servant des technologies numériques pour transformer l'éducation et offrir un accès sans précédent aux ressources pour le développement du langage et de l'apprentissage.

Nous exhortons les États Membres de l'ONU à prendre conscience de la nécessité d'associer les hommes et les garçons, y compris les responsables locaux, comme partenaires et alliés stratégiques, à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. Il importe de les associer afin de contribuer à éliminer toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles dans les sphères publique et privée, à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes nationaux visant à réaliser les objectifs de développement arrêtés au niveau international en faveur de systèmes de protection sociale, à assurer l'accès aux services publics et à mettre en place des infrastructures durables au service de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles

Au Pakistan, cinquième pays le plus peuplé du monde (63 % de la population ayant moins de 30 ans) et deuxième plus grand marché de jeunes, la société civile et le Gouvernement se sont engagés à tenir compte de la problématique femmes-hommes dans leurs processus de recrutement, dans leurs programmes de formation et dans leurs instances de décision. Dans le même esprit, nous invitons le Pakistan, État Membre de l'ONU, à poursuivre le renforcement des partenariats avec les parties prenantes du secteur privé, du milieu universitaire et de la société civile. Catalyseur du changement et moyen de présenter les objectifs mondiaux aux organisations non gouvernementales partenaires sur le terrain au Pakistan, l'American Pakistan Foundation a dirigé la conférence des nouveaux dirigeants à Houston (Texas). Il s'est agi de créer une plateforme de partenariat historique pour les nouveaux dirigeants et les jeunes, l'accent étant mis sur l'autonomisation des jeunes, y compris les jeunes cadres, la participation de la société civile et le développement, en mobilisant les connaissances, les ressources et l'influence collectives des Américains d'origine

pakistanaise et des amis du Pakistan, pour faire progresser sensiblement le développement socioéconomique du Pakistan.

Nous invitons les États Membres à reconnaître qu'il est urgent d'examiner les difficultés qui entravent la mise en place d'une protection sociale, de services publics et d'infrastructures en vue d'éliminer la pauvreté et de promouvoir le progrès des femmes et des filles, comme indiqué dans la Déclaration et Programme d'action de Beijing de 1995, tout en reconnaissant l'attachement du Pakistan à « mettre en place des systèmes de sécurité sociale partout où ils n'y en a pas et réaménager ceux qui existent afin d'assurer la parité entre les sexes, à tous les âges de la vie ». Toutefois, nous soulignons que le système de protection sociale du Pakistan s'inscrit dans une logique économique et ne s'intéresse pas aux questions de la discrimination et de la marginalisation. Le système s'articule autour du Pakistan Bait-ul Maal, de l'institution de la zakat (dons caritatifs), du fonds de protection sociale des travailleurs, des institutions de sécurité sociale des employés, du fonds pour la participation des travailleurs, divers programmes provinciaux de subventions du blé, et de la Khushhali Microfinance Bank. Ces politiques sont axées sur des programmes ciblés et ne prennent pas en compte la pauvreté et les risques. Par conséquent, il convient de promouvoir une conceptualisation intégrée de la protection sociale.

Nous prions instamment les États Membres de l'ONU d'intégrer la protection sociale dans leurs programmes nationaux et d'introduire les paramètres ci-après dans le cadre et les approches de la protection sociale : i) la mise en place d'une stratégie de protection sociale clairement définie ; ii) l'allocation de fonds publics suffisants aux dispositifs de protection sociale existants ; iii) l'allocation de fonds aux programmes de protection sociale ; iv) la fourniture d'une assistance adéquate ; v) la mise en place de plusieurs programmes dans les activités de base ; vi) l'instauration de mécanismes de ciblage appropriés et une gouvernance faible ; d) la coordination interinstitutions ; vii) un suivi et une supervision rigoureux.

Nous prions instamment les États Membres de mettre en place une plateforme multipartite où le secteur privé peut jouer un rôle plus important dans l'offre de services de protection sociale, la philanthropie privée et le secteur associatif pouvant servir de mécanisme de prestation de services sociaux, ainsi qu'aux activités génératrices de revenus avec une conception multidimensionnelle de la protection sociale comme faisant partie des droits inhérents à la citoyenneté et ne dépendant pas entièrement des prestations privées et fondées sur le marché. Le Programme 2030, avec ses 17 objectifs de développement durable, offre un cadre permettant de réexaminer et d'élaborer des plans concrets pour assurer la protection sociale au moyen de partenariats.

La Family Educational Services Foundation prie instamment le Pakistan et les autres États Membres de l'ONU de continuer de jouer leur rôle de chef de file dans la poursuite de la mise en œuvre des politiques d'égalité des sexes qui encouragent et soutiennent l'autonomisation des femmes, notamment en zone rurale et au sein des couches sociales les plus vulnérables, compte tenu de leur lien avec le développement durable.